

Jean Lamesch

Croissance, non-croissance, décroissance... quel avenir pour quelle société ?

« Nous ne pouvons vivre avec la croissance, et nous ne pouvons vivre sans elle. Cette contradiction fondamentale est le plus grand défi pour l'humanité du XXI^e siècle, et tant que perdurera la croyance dans une éternelle croissance, ce problème ne trouvera pas de solution. »

Thomas Homer-Dixon, *Foreign Policy Special Report*, février 2011

La croissance économique aurait-elle perdu de sa gloire d'antan, de son aura de crédo, de son statut de panacée, de remède universel aux problèmes du chômage, des pensions, du surendettement des États ? Ne serait-elle plus qu'une incantation à répétition, galvaudée à souhait ? Une majorité y verrait encore le remède, alors qu'une minorité y discernerait déjà le poison. Dans le grand engrenage de la machine climatique de la planète, faudrait-il la voir comme problème plutôt que comme solution ? Les « objecteurs de croissance » français lui opposent son antinomie, la décroissance, d'après eux le seul remède capable d'éviter la catastrophe écologique. Raisonnement utopique ? ou conviction que l'avenir s'assombrit irrévérissiblement et radicalement sur une planète mise à mal par l'obsession néfaste du productivisme et du consumérisme ?

Croissance, progrès, développement

La croissance, comprise ici comme l'augmentation quantitative des biens et services, telle qu'elle se mesure par l'indicateur du produit intérieur brut (PIB), est un phénomène historique relativement récent,

manifestation capitaliste d'une ère qui a débuté avec la révolution industrielle. Dans sa définition moderne, elle n'est quantifiée que depuis l'immédiat après-guerre. Ses pères spirituels, comme Simon Kuznets, étaient conscients des limites de cet indicateur, conscients que croissance n'est pas progrès, et que progrès n'est pas forcément développement, et ils le disaient ouvertement. Malheureusement, au fil des ans, la croissance est devenue culte et on a oublié les sages paroles des pères fondateurs, tout comme on a passé sous silence le revers de la médaille croissance, à savoir la destruction progressive de l'habitat.

Progrès n'est pas croissance. Contrairement à la notion de croissance, celle de progrès, dans le sens de civilisation et de culture, est fort ancienne : il suffit de rappeler le *Prométhée enchaîné* où Eschyle médite sur les effets du vol mythique aux dieux du feu et de la techné, facteurs de civilisation. Deux mille ans plus tard, Francis Bacon, dans la *Nouvelle Atlantide*, imagine la cité parfaite, régie par les sciences et les arts. À la fin du XVIII^e siècle, la fameuse *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit*

humain du marquis de Condorcet résume les aspirations des Lumières à un avenir forcément meilleur. Cependant, lors des premiers remous de la révolution industrielle anglaise, un pasteur anglican, Thomas Malthus, contemporain de Condorcet, a ressenti le besoin de dépasser la traditionnelle pensée du progrès et de quantifier ce dernier. Ce faisant, il s'approcha de la notion moderne de croissance. Contrairement aux idées romantiques des penseurs de son temps, il percevait dans les développements de son époque une menace implicite. Dans son *First Essay on Population* de 1798, il admit comme « postulats » les besoins impérieux de l'humanité de se nourrir et de se reproduire, ce qui l'a amené à écrire ces lignes prémonitoires : « Assuming then, my postulata as granted, I say, that the power of population is indefinitely greater than the power in the earth to produce subsistence for man. Population, when unchecked, increases in a geometrical ratio. Subsistence increases only in an arithmetical ratio. A slight acquaintance with numbers will shew the immensity of the first power in comparison of the second. » (souligné par l'auteur de l'article)

Cette thèse fit entrevoir pour la première fois un développement dynamique de l'humanité et balaya les anciennes cogitations à la Colbert, pour lesquelles le gâteau – c'est-à-dire l'économie – était de tout temps fixe et immuable, manifestation d'une terre considérée comme statique. Avec Malthus, ces limites statiques éclatèrent, devinrent floues et, par là, dangereuses.

Dans le langage moderne, le principe de Malthus s'énonce comme suit : la population humaine augmentera de façon exponentielle, alors que les rendements agraires seront tout au plus linéaires. Or, comme la fonction mathématique exponentielle finit toujours par l'emporter sur la linéaire, dans n'importe quel domaine, Malthus dit en substance que l'humanité est condamnée soit à s'effondrer un jour, soit à s'adapter aux limites imposées par la rareté de la subsistance. Avec ces thèses, Malthus s'était également opposé à l'autre grand économiste anglais de cette époque, Adam Smith, pour qui l'état ultime du développement résidait dans une « économie stationnaire », harmonieuse, caractérisée par une non-croissance, un « steady state », comme l'ont également proposé des économistes modernes tels que N. Georgescu-Roegen ou H. Daly.

Les théories pessimistes de Malthus, tout comme celles de Smith, sont tombées dans un long oubli de presque 200 ans, par suite de l'émergence d'une ère nouvelle et unique, celle des énergies fossiles, dont le coup d'envoi fut donné par la machine à vapeur perfectionnée par James Watt. Celle-ci garda pendant quelques décennies son monopole de moteur, puis fut substituée, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, par quatre grandes inventions qui se sont produites coup sur coup, entre 1866 et 1884, et qui ont jeté les bases énergétiques du XX^e siècle : le moteur à combustion interne, l'alternateur de Siemens, le moteur électrique de Tesla et la turbine à vapeur de Parsons. Ces inventions sont à l'origine de l'addiction de la civilisation technicienne aux énergies fossiles, fondement principal de la croissance et cause notoire du changement climatique. C'est également à cette époque, 1898-1901, que se situent les travaux d'un des premiers Prix Nobel de chimie, le Suédois Arrhenius, sur la relation de cause à effet entre les émissions de CO₂ et le ré-

chauffement atmosphérique. Mais il faudra encore attendre près d'un siècle pour que l'humanité prenne en compte la justesse de ces vues.

Au cours du XX^e siècle, la population mondiale explosa, faisant plus que quadrupler, en passant de 1,5 à 6,5 milliards, la plus forte progression s'étant produite dans les années 1960 et 1970. Mais, réfutant Malthus, la production agricole suivait dans une proportion similaire. L'explication réside dans le phénomène de la révolution verte, cette aventure mondiale d'amélioration des récoltes mise au point par Norman

La croissance, comprise ici comme l'augmentation quantitative des biens et services, [...] est un phénomène historique relativement récent, manifestation capitaliste d'une ère qui a débuté avec la révolution industrielle.

Borlaug, qui a introduit dans l'agronomie les acquis de la biologie génétique. Si son œuvre a été un succès, c'est grâce également au pétrole, le nerf de la nouvelle agromonie. Sans cet apport fossile, l'explosion démographique de l'après-guerre aurait débouché sur une catastrophe humanitaire ou, alternativement, elle ne se serait peut-être pas produite.

Le pétrole, avec sa densité énergétique élevée, facilement transportable et aisément fongible, est le sang qui irrigue l'économie et l'agriculture modernes, un phénomène si extraordinaire qu'il a fait dire à Anthony Eden que « le monde n'est pas fondé sur la justice, mais sur le pétrole ». Tant et si bien que l'on peut écrire l'équation : croissance = pétrole bon marché + quelque savoir-faire

Que fera-t-on le jour où le pétrole se raréfiera et se renchéra pour de bon ?

World 3

Les premiers doutes sur la pérennité du pétrole sont apparus en 1956 dans les travaux du géologue américain King Marion Hubbert qui avait prédit, avec une précision remarquable, un pic pétrolier améri-

cain. Ce pic eut lieu en 1971. En ce début des années 1970, le pétrole n'était pas le seul souci planétaire, s'y ajoutait celui de l'eau potable, de l'augmentation de la pollution terrestre, océane et atmosphérique, de même que le problème lancinant du fossé entre riches et pauvres, exacerbé par une démographie galopante. C'est dans cette situation d'interrogation universelle qu'est née pour la première fois l'idée de produire des scénarios d'avenir à long terme. De tels calculs étaient devenus envisageables par la nouvelle puissance des ordinateurs et l'analyse systémique développée par Jay Forrester au Massachusetts Institute of Technology. Un tel programme, mandaté par le Club of Rome, fut mis au point par Dennis et Donella Meadows sous le nom de « World 3 ». Cette modélisation fit éclater les limites de la pensée humaine traditionnelle, dans le sens qu'elle permettait d'élucider les interactions complexes et dynamiques entre différents « mondes ». Jusque-là, tel spécialiste s'était intéressé au problème des ressources minières, tel autre au problème de l'eau, un autre encore aux services industriels, mais tout un chacun dans sa spécialité, dans l'ignorance des autres disciplines. Alimenté par les données économétriques des premières 70 années du XX^e siècle, World 3 les extrapolait jusqu'en 2100, au moyen de différents scénarios, c'est-à-dire de différents choix de société, ou modes de vie, soit dispendieux en énergie et ressources, soit parcimonieux.

Résultats des calculs : les trajectoires futures que World 3 détaillait étaient en majorité accablantes, dans le sens de la déplétion des ressources, du sol arable et des suites catastrophiques de la pollution atmosphérique. Il subsistait toutefois des issues, des passages vers des modes de vie que l'on appellerait de nos jours *sustainable*. Ceux-ci s'approchaient d'économies de type stationnaire. Après une éclipse de 200 ans, Thomas Malthus et Adam Smith étaient redevenus d'actualité, pour des raisons différentes, mais complémentaires.

Bien que le rapport Meadows s'attirât les foudres de critiques aussi malveillantes que non fondées, à l'instar des négationnistes actuels du changement climatique, et qu'il connut une longue traversée du désert, le programme était constamment amélioré, et en 2004, en version World 3.3, le « 30

Years Update » parut. Ce fut l'occasion de voir si entre-temps, les trajectoires s'étaient vérifiées et si le monde et la modélisation étaient congruents durant ces trois décennies.

Les principales prévisions (population, émissions de CO₂, etc.) concordaient bien avec la réalité – même si pour l'une ou l'autre ressource minière, on avait péché par pessimisme. La mauvaise nouvelle était que par suite du laisser-faire écologique général qui a caractérisé ces trois décennies et de la foi fallacieuse dans la prétendue toute-puissance des marchés, certains des scénarios initialement possibles étaient devenus impraticables.

L'ambition de World 3 a été de comprendre l'enchaînement des événements susceptibles de se produire si l'humanité continue dans sa trajectoire de *business as usual*. Mais, constat déprimant, jamais aucun gouvernement n'a puisé la moindre inspiration dans les conclusions du rapport, et jamais World 3 n'a empêché aucun responsable politique de célébrer la grand-messe de la croissance. La cécité devant les menaces à venir est restée absolue.

Le rapport Meadows s'abstient de suggérer explicitement la fin de la croissance économique, car il entend laisser cette décision à la société civile qui doit rester maîtresse de son destin, qui doit percevoir les choix et décider en connaissance de cause. Le message sous-jacent est toutefois clair : la seule possibilité pour éviter l'effondrement du système économique et industriel est la prise en compte des limitations imposées par la planète, son sol et sous-sol, son atmosphère et ses mers. Une planète aux ressources finies ne supportant pas une croissance infinie – le plus inintelligent le comprendra –, la fin de cette croissance se produira de toute façon, mais les modalités seront très différentes suivant que l'on anticipe à temps ou non.

La croissance et le Luxembourg

Au Luxembourg, la situation énergétique est caractérisée depuis longtemps par une trajectoire délétère. Le graphique ci-contre montre les émissions de CO₂ par habitant sur le très long terme, de 1865 à 2009, couvrant toute l'époque des énergies fossiles.

La première impression est celle d'une évolution chaotique, marquée de profondes indentations qui reflètent les aléas politiques et économiques de l'histoire nationale, comme p.ex. l'effet des deux guerres. Le paroxysme des émissions s'est produit au début des années 1970, avec 55 tonnes par habitant, juste avant le choc pétrolier. Pendant deux années sur trois, et cela sur la longue durée d'un siècle et demi, les émissions ont dépassé les bornes du protocole de Kyoto, à savoir 18 tonnes par habitant.

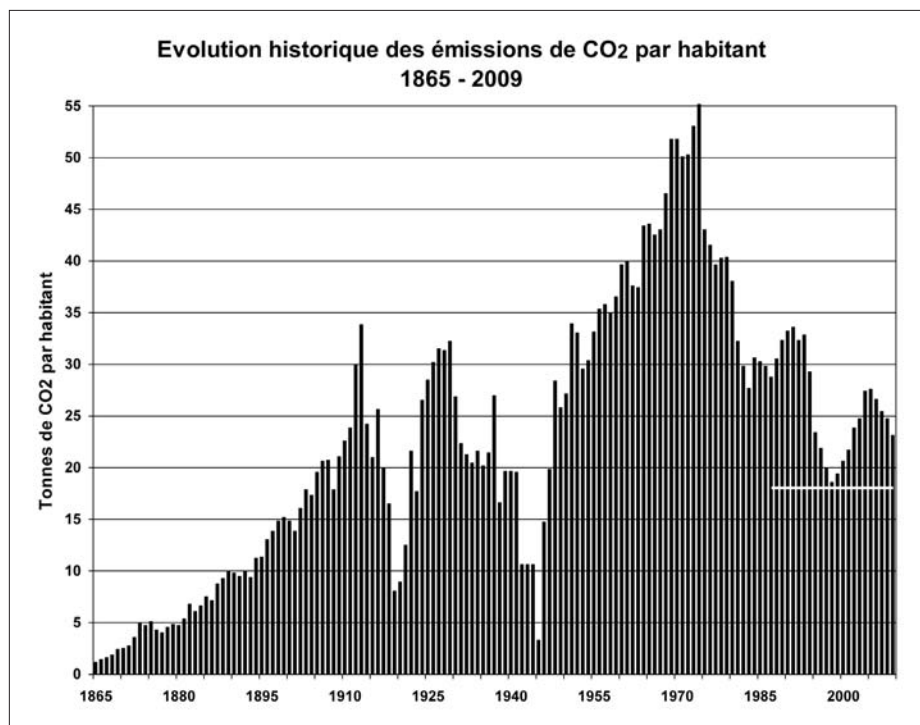
À l'heure actuelle, le montant des émissions CO₂_{equiv} est d'environ 26 tonnes par habitant, ce qui a eu pour effet malencontreux de propulser le Luxembourg dans le peu enviable peloton de tête mondial de l'empreinte écologique. Actuellement, la moyenne des émissions européennes ne s'élève qu'à un tiers de celles du Grand-Duché, à savoir à 8 tonnes de CO₂/habitant, un montant que Bruxelles entend diminuer de moitié d'ici à 2050-2060. Dans les prochaines décennies, le Luxembourg devrait par conséquent baisser ses émissions d'un facteur 5 au moins, donc de 500 %.

À cette réflexion s'oppose l'énoncé récent que notre pays nécessiterait, sur la durée, une croissance de 3 % par an. Mathématiquement, ce taux ferait augmenter le PIB de quelque 400 % (!) d'ici à 2050-2060, scénario dans lequel les émissions ne pourraient qu'augmenter. Face à ces chiffres presque tragiquement antagonistes, -500 % contre +400 %, et face aux minuscules efforts présentement envisagés, les « petits » 20 % d'ici à 2020, on voit mal comment justifier et continuer la croissance matérielle dans le sens PIB du terme.

La décroissance, *terra incognita*

Apparaît alors à l'horizon la vision de la décroissance. Rien d'autre ne semble capable de réduire les émissions à effet de serre dans l'extraordinaire proportion que l'on vient de voir. Décroissance signifie cependant qu'on aborderait une terre inconnue, car jamais aucune économie du monde n'a entamé le chemin d'un renoncement volontaire, qu'aucune balise de théorie économique n'éclaire et dont l'arrivée se situe dans une brume indistincte. Comment

Évolution historique des émissions de CO₂ luxembourgeoises sur 150 ans, agrégeant celles du charbon, des hydrocarbures et du gaz naturel. Le graphique indique le CO₂ pur – et non le CO₂_{equiv}. Les valeurs sont donc légèrement en deçà de celles résultant du calcul prenant en compte tous les gaz à effet de serre. La barre blanche horizontale à 18 tonnes par habitant indique les objectifs de Kyoto. (graphique élaboré par l'auteur)



entamer une décroissance ? Mille problèmes de quadrature du cercle demanderaient solution ; on n'en mentionnera ici que deux, à titre d'exemple : comment faire fonctionner un système de retraites dans une économie en contraction, ou encore, comment gérer les effets de la loi d'Okun, qui établit une relation proportionnellement inverse entre chômage et PIB ? Un déclin qui se prolongerait sur des années aurait comme effet une explosion irrépensible des coûts sociaux, exacerbée par une fiscalité exsangue, qui casserait tout fonctionnement économique normal.

À moins que l'on ne change de système. Et c'est là la question de fond. Pourra-t-on imaginer ou inventer un système économique alternatif, respectueux de la dignité des citoyens et de leur légitime aspiration à une vie décente, tout en restant en conformité avec l'environnement, et non pas, comme un Prométhée déchaîné, dans la rapacité vis-à-vis des ressources ? Une telle refonte de l'économie ne pourra se baser que sur le long terme, donc de préférence sur une durée plus longue qu'un cycle de Kondratiev, comme le suggère dans ce sens le rapport de Nicholas Stern. Évidemment, jamais un pays ne pourra s'engager sur une telle voie en solitaire, sans que ses voisins empruntent des chemins similaires, et cela vaut a fortiori pour le Luxembourg, mais il devrait s'y employer de façon plus conséquente, vu sa malencontreuse *pole position*.

Les citoyens et citoyennes, les philosophes, les politiciens, les économistes et les syndicalistes appelés à se pencher sur ce qui pourrait devenir une nouvelle économie devraient intégrer des éléments nouveaux et inusités, dont voici quelques pistes :

- *L'importance de la « perception des choix »*

C'est à la société civile et démocratique de décider de son mode de vie, et non pas à une expertocratie, à un ministère isolé ou à un gouvernement. Sinon la fronde grondera et la révolte fera échouer ces tentatives.

Tant que les économistes et les politiciens continuent à célébrer la croissance, brute et isolée de la nature, tant qu'ils ne prendront pas en compte la climatologie, les sciences de la terre, l'agriculture responsable, la situation continuera à empirer.

Cette société doit avoir une perception aiguë des choix, c'est-à-dire des chemins alternatifs, comme par exemple World 3 les décrit. Un modèle en son genre est le Danemark où, depuis le choc pétrolier de 1973, la consommation d'énergie primaire est restée constante à 250 térawattheures. Cette société – et les gouvernements qui allaient et venaient – en a décidé ainsi, et

y a réussi par un effort constant mené sans faillir sur plus de 40 ans, au cours duquel la part des énergies renouvelables est montée à 18 %. Cette longue durée est le prix exigé par une transition énergétique, et un tel prix sera demandé également par une transition économique.

- *L'économie écologique et la prise en compte des externalités*

Tant que les économistes et les politiciens continuent à célébrer la croissance, brute et isolée de la nature, tant qu'ils ne prendront pas en compte la climatologie, les sciences de la terre, l'agriculture responsable, la situation continuera à empirer. Le principal enjeu des systèmes économiques du XXI^e siècle sera l'intégration des externalités. Tant que celles-ci resteront marginales, en périphérie, la dégradation continuera.

- *la refonte du tertiaire*

Le secteur tertiaire, les services, constitue plus des trois quarts des emplois dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De ce fait, il se trouve à l'origine d'une grosse – sinon de la plus grosse – part des émissions à effet de serre. Cet énoncé paraît à première vue contre-intuitif, car on considère en général l'industrie ou les ménages comme principaux responsables, mais on oublie que les émissions anonymement appelées « Transport » dans les statistiques sont presque entièrement attribuables à l'activité des services. Si un pays a donc l'intention de réduire de façon importante ses émissions, il doit restructurer son activité tertiaire, élaguant les services *unsustainable* au profit de ceux appelés à devenir l'échine dorsale de la nouvelle société.

Épilogue

Nous vivons une période unique dans l'histoire, très différente du passé et très différente de l'avenir. Nous vivons une véritable singularité. Profitant du luxe de cette courte ère d'aisance, celle basée sur les énergies fossiles, nous voulons en ignorer le prix à payer. Mais, progressivement, que nous le voulions ou non, un avenir de déficit, et non plus d'abondance, s'entrouvre, sur une planète remplie, très remplie, de bientôt 10 milliards d'humains. ♦

